

Le Couac



Si la tendance se maintient...

Le party annuel du Couac sera

majoritaire!

C'est vendredi le 12 décembre 2008 qu'aura lieu la légendaire soirée bénéfice annuelle du Couac! Cette année, l'événement essentiel à « la bonne gestion de notre entreprise de presse » ou, pour être plus franc, à la survie d'un des seuls journaux indépendants du Québec qui fait rager les crétiens, aura lieu à la chic salle du Comité Social Centre-Sud, au 1710 rue Beaudry à Montréal, dès 20h.

Marquez donc dès maintenant cette date à l'encre rouge sang dans votre agenda et mettez quelques huards de côté. La bière sera froide, et la soirée chaude. Idéal pour oublier les tristes sbires qui viennent d'être mis au pouvoir!

Au programme :

■ **DES SLAMMEURS ET SLAMMEUSES AU VERBE ASSASSIN.** Genre oratoire à part entière, le slam est devenu, partout où il s'est imposé, un phénomène médiatique - Grand Corps Malade en est un bon exemple. La puissance évocatrice du SLAM, son engagement inhérent et son travail sur la langue démocratise la poésie en la confrontant directement à l'approbation populaire.

■ **UNE VENTE AUX ENCHÈRES DES ARCHIVES DU COUAC.** Vous êtes nostalgiques des chroniques de nos anciens collaborateurs? Vous avez manqué nos séries sur l'observatoire des médias, sur l'éthique ou sur l'économie participative? Vous aimeriez mettre la main sur les « numéros maudits du Couac » ou simplement vous payer un coffret de numéros « Bush-bashing » ou « Charest-Bashing »? Toutes ces pièces de collection seront mises aux enchères durant la soirée.

■ **LANCEMENT DE DEUX VIDÉOCLIPS :** Harley Pedalson, « starring Martin Short », et Vie de banlieue, des Antideps. Venez découvrir la version « pétrole free » du grand classique de Gainsbourg, suivie de l'histoire d'une psychose provoquée par la pire des calamités imaginables : un pissenlit surgi de nulle part au milieu d'une belle pelouse verte...

■ **UN CADAVRE EXQUIS COLLECTIF.** Durant la soirée, nous vous mettrons à contribution, cher public, pour la rédaction d'une œuvre qu'on espère aussi surréaliste que la fameuse « rencontre fortuite d'un parapluie et d'une machine à coudre sur une table d'opération »...

■ **DES SURPRISES!** Ça, pour avoir les détails, faudra se pointer le 12...



Party annuel du Couac

Vendredi 12 décembre 2008, 20 h
Comité Social Centre-Sud
1710 rue Beaudry à Montréal
Admission : 10 \$ (ou payez 15 \$ et recevez notre livre
10 ans de Couacs)

■ **ET UN SHOW DES TÊTES RÉDUITES** (www.lestetesreduites.com). Groupe rock légendaire à l'ego monstrueux sévissant depuis 1990, les Têtes Réduites distillent un rock lourd, un humour noir, et des textes en français où « tout va très mal, mais tout va changer ».

Un Barak qu'on espère ordinaire

Comme le disait si bien Michael Moore : considérant les promesses électorales d'Obama sur la politique étrangère américaine, on espère de tout cœur qu'il fera comme tous les politiciens : qu'il ne les tiendra pas.

L'Homme moderne

Un homme qui a 235 amis sur Facebook a encore soupé seul hier soir. MUSIRONIE

Cyberespace

Pour la première fois de l'histoire d'Internet, un mineur a cliqué sur le bouton « j'ai moins de 18 ans ». MUSIRONIE

Oui, Obama, bien sûr, mais...

PIERRE VADEBONCOEUR

L'élection de Barak Obama a provoqué dans tout l'Occident un enthousiasme débordant, une vague, un tsunami... On n'a qu'à voir les pourcentages, les pour, les contre (mais cet écart était bien moindre aux États-Unis qu'ailleurs, au reste). C'était du jamais vu, cette réaction au simple avènement d'un homme sur la scène internationale.

Pareille émotion n'exprimait sans doute pas seulement le sentiment ressenti pour la victoire d'un jeune et séduisant politicien (peut-être aussi un grand politicien) sur le théâtre le plus prestigieux du monde, mais elle avait une autre dimension. Elle s'expliquait aussi par le fait que l'arrivée spectaculaire d'Obama était perçue comme un événement providentiel, vu les problèmes incommensurables qui hantent le monde actuel et les États-Unis en particulier.

L'obamanie avait des fondements objectifs mais comportait aussi, sans doute, des illusions.

La situation générale, puis le règne repoussoir des républicains, puis cet Obama surgi comme d'un rêve, c'était bien assez pour susciter, dans le monde occidental, un vif soulagement, un espoir instinctif,

un mouvement d'optimisme enfin! Cette intuition traversait les frontières, mais elle transcendait également nombre de partis pris de gauche comme de droite, pour des millions et des millions d'individus. D'où cette impression d'une certaine unanimité qui au premier abord paraissait plus fondamentale que les divisions partisans, que les différences individuelles, voire que nombre d'intérêts particuliers.

L'humanité semblait cette fois avoir une chance. Mais c'est précisément là que l'illusion s'insinue. D'un côté, tout l'espoir. Mais, de l'autre côté, des obstacles, sans doute plus réels et plus déterminants que les raisons de cet espoir.

Le président des États-Unis n'est pas le maître du monde. Il n'est même pas le maître dans son propre pays, dans sa propre nation. C'est qu'il y a une inconnue, plus puissante encore.

Cette inconnue est une chose fort connue, mais dont paradoxalement personne ne souffle mot. J'ai lu une partie de ce qui s'est écrit sur la victoire d'Obama, analyses, interprétations, supputations, projections, doutes exprimés, etc. Parmi toutes ces observations, même chez ceux qui doutent, une seule manque. Elle en est même radicalement absente.

Qu'est-ce que c'est? Personne ne dit que le gouver-

nement des États-Unis n'est pas vraiment et complètement le gouvernement des États-Unis. Il s'en faut de beaucoup. Le gouvernement réel de la nation américaine est largement celui que président les grandes multinationales, principalement celles du pétrole, de l'armement, du « complexe militaro-industriel », selon l'audacieuse expression du président Eisenhower. Ce gouvernement fantôme est le vrai gouvernement des USA à maints égards, en particulier à l'extérieur. Mais motus complet sur cette énorme vérité.

Ce Secret, un secret qui n'en est même pas un, demeure caché. Même Obama reste coi là-dessus. Il ne peut pas faire un pas contre ce conditionnement-là. Donc il devra, pour une part, conformer sa politique aux exigences du complexe en question. Sa marge de manœuvre sera donc bien restreinte.

Obama est peut-être un héros, mais c'est un héros attendu par l'establishment capitaliste comme un traître potentiel et à surveiller de très près. Comment adaptera-t-il son progressisme à une condition pareille, qui peut contrecarrer ce dernier diamétralement? Sans doute en y joignant de gros morceaux de politique réactionnaire, entre autres la poursuite partielle de la guerre, qu'il annonçait déjà avant d'être élu.

Donc, oui pour Obama, sans doute. Mais...

DOMMAGE

Le Parti républicain aurait dépensé plus de 150 000 \$ en vêtements griffés pour habiller Sarah Palin; malheureusement, ils n'ont pas trouvé de bâillon signé Christian Dior. MUSIRONIE



1065 LE COMPTEUR DE L'INADMISSIBLE

Au 1^{er} décembre 2008, cela fait 1065 jours que Abdelkader Belaoui se terre dans l'Église St-Gabriel pour ne pas être déporté. Pour l'aider : www.soutienpourkader.net

« Je ne me cache pas d'Immigration Canada, mais je veux leur dire clairement : je ne me présenterai pas à la déportation. J'ai réussi à atteindre l'autonomie et la dignité à Montréal, et je ne veux pas perdre ça. Mes amis sont ma famille ici. Je suis ici pour me défendre, je suis ici pour défendre la justice. »

ABDELKADER BELAOUNI

Le 5 janvier 2009, cela fera exactement 3 ans que Kader vit enfermé dans l'Église St-Gabriel de Pointe St-Charles.

LE COIN DU ZAP

Le Zapartiste Christian Vanasse pose à chaque mois son regard caustique sur notre époque formidable...

Nous, on fabrique des bombes propres

CHRISTIAN VANASSE

En lisant l'entête de la manchette dans la section « Environnement » de Cyberpresse¹, j'ai cru à une blague. Après avoir lu le texte au complet, je ne sais plus très bien comment qualifier cette nouvelle. Faut-il en rire ou en pleurer? Je vous laisse juge, mais de mon côté, je vous avoue qu'il manque de sacres à mon vocabulaire pour exprimer ce que je ressens.

« Un défi vert : bombarder sans polluer ». Le titre est accrocheur, c'est le moins qu'on puisse dire. Je lis et relis le titre. Je ne tiens pas tellement à découvrir ce que je vais y lire, j'ai comme une crainte sourde, rapidement confirmée. Des scientifiques de Recherche et développement pour la défense Canada de Valcartier (RDDC Valcartier) mettent actuellement au point des projectiles qui réduisent l'impact des militaires sur l'environnement.

OK.

Je relis tranquillement cette fois, amusé. Réduire l'impact des militaires sur l'environnement. Voilà que je ris presque. Quelle époque formidable nous vivons, n'est-ce pas? On va vous éclater la gueule et exploser votre quartier, mais on va tout faire pour protéger la couche d'ozone. Superbe. Et pour chaque civil afghan tué, on va replanter un arbre, c'est ça?

Dans l'article, on cite Daniel Green, spécialiste en écotoxicologie pour la Société pour vaincre la pollution, qui s'insurge lorsqu'on mentionne le concept de munitions non polluantes. « L'entraînement militaire a comme unique objectif de faire la guerre et le propre de la guerre, c'est la destruction environnementale. (...) Ce projet prouve la dérive du concept environnemental. La meilleure façon de protéger l'environnement est d'arrêter de s'entretenir. »

Ce projet, selon moi, prouve la dérive du concept même d'humanité. Se soucier des arbres quand on bombarde des populations civiles est pour moi la plus haute marque du cynisme.

On avait commencé à nous bourrer le crâne avec le concept de guerre humanitaire et de frapes chirurgicales, mesdames et messieurs, voici la guerre propre qui lave plus blanc. Pour chaque bombe tombée sur une école, une piasse sera versée à Opération Enfant Soleil.

... nan, j'ai beau essayer, je ne serais jamais aussi cruellement cynique que ces connards.

Pis tiens, si elles sont si bonnes que ça pour l'environnement vos putains de bombes, pourquoi vous en faites pas exploser une à Valcartier pour qu'on ait enfin la crise de paix?

Ce texte a d'abord été publié sur son blog au vanasse.branchez-vous.com

¹ <http://www.cyberpresse.ca/dossiers/le-canada-en-afghanistan/200810/18/01-30700-un-defi-vert-bombarder-sans-polluer.php>

agora

Une question de goût

Une étude sur le gaspillage nous apprend que la moitié des aliments finit à la poubelle; plus alarmant encore, l'étude démontre que l'autre moitié finit dans la toilette. **MUSIRONIE**

« Oui, je le v... Boum! »

Le 5 novembre dernier, l'armée américaine a bombardé pour une sixième fois depuis 2001 des civils en train de célébrer un mariage, tuant 40 personnes. Une source non officielle aurait parlé de l'Opération Ovule, pour prévenir la naissance de terroristes avant même leur conception.

Budget militaire encore trop bas

En Afghanistan, l'armée canadienne songe à mettre en terme aux patrouilles amicales; en effet, les soldats manquent de munitions pour effectuer des tirs amis. **MUSIRONIE**

POCHE

Le chef de l'ADQ a effectué son examen de conscience; malheureusement, il l'a échoué, avec une note de 3 sur 10. **MUSIRONIE**

Courrier

Pauvre, pauvre politique

GUY BOISSÉ

Tout au long de 2007, trois commissaires ont sillonné le Québec pour écouter la population concernant la situation de l'agroalimentaire au pays mais aussi pour entendre ce que les gens avaient à dire au sujet de l'occupation du territoire. Ils s'agissait de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire du Québec (CAAQ). Le rapport de cette commission a été remis au gouvernement en février dernier.

Ce que l'exercice avait d'original, c'est qu'on demandait l'opinion des gens ordinaires et d'organismes reliés au secteur de près ou de loin. Jusqu'alors, seuls des intervenants « ciblés » avaient l'oreille du législateur concernant ce sujet. La chose avait toujours été l'unique affaire de l'Union des producteurs agricoles (UPA), de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de Solidarité rurale du Québec (SRQ) et de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). Or, ces organismes ont toujours agi en vase clos, comme une clique, à défendre ses propres intérêts, certains disent comme une mafia. Le parrain de ce groupe étant l'UPA.

Au fil des ans, ce groupe restreint a créé une situation catastrophique pour l'ensemble des citoyens du Québec : les régions se sont vidées, entre autres à cause de l'impossibilité pour bien des gens de s'installer en région comme ils l'entendaient, les petits producteurs agricoles ont non seulement été éliminés, mais ceux qui voulaient s'installer en étaient pratiquement interdits. Il y a de moins en moins de personnes en région pour payer les taxes municipales qui servent à donner des services à la population. Les services gouvernementaux (santé, scolarité, poste, etc.) sont de moins en moins importants et concentrés dans les grands centres urbains.

Lors de cette CAAQ, les citoyens sont venus dire aux commissaires qu'ils connaissaient les rai-

sons de cette situation et ont demandé à ce que les règles de la CPTAQ soient modifiées pour permettre une occupation réelle et dynamique du territoire et pour faire une place à une agriculture de petite dimension et paysanne.

Dernièrement, le ministre actuel de l'agriculture a réagi au rapport en créant un groupe de réflexion pour amener des changements quant à l'accès aux régions. Qui ce ministre a-t-il invité pour discuter? L'UPA, la FQM et SRQ. À qui le ministre a-t-il confié la présidence de ce groupe? À M. Bernard Ouimet, ex-président de la CPTAQ de '94 à 2004! Autrement dit, le ministre demande aux architectes du désastre et actuel de changer la situation. Comme si on demandait aux responsables d'une faillite de continuer à gérer leur affaire... comme si de rien n'était. Anyway, le bon peuple va payer.

Comme citoyen, il est navrant de constater la pauvreté, la piètre qualité des décisions que prennent les gouvernements mandatés pour gérer les problèmes de notre société.

Après de telles « actions », les politiciens se demandent pourquoi la population se désintéresse de la chose publique et pourquoi on élit des gouvernements minoritaires.

Les appareils électriques et électroniques non réparables : un défi environnemental

BENOÎT GRENIER

Dans les années 1970, les biens étaient fabriqués pour durer longtemps. Ils étaient résistants et conçus pour être réparés. Actuellement, nous sommes tous impuissants à faire réparer les appareils électriques et électroniques. En effet, lorsque les plus déterminés d'entre nous se présentent chez les quelques réparateurs

qui restent, ils se font répondre que ça ne vaut pas la peine et qu'ils feraient mieux de mettre leur lecteur DVD ou leur grille-pain au rebut. La logique est qu'il en coûterait plus cher de les réparer que d'en acheter des neufs.

Quel gaspillage et quelle catastrophe environnementale cela représente à l'échelle de la planète! En effet, il y a là des quantités très importantes de ressources naturelles, principalement des métaux et des plastiques, qui sont très polluants à exploiter ou à produire qui sont mis rapidement au rebut.

Jusqu'à date aucune solution, à ma connaissance, n'a été avancée pour répondre à ce problème. Je propose ici, sans prétention, une idée qui pourrait diminuer considérablement le gaspillage associé aux appareils électriques et électroniques.

À mon sens, les gouvernements devraient exiger des manufacturiers qu'ils garantissent les produits vendus sur leur territoire pour un minimum de 10 ans. Ceci serait une amélioration aux garanties légales qui couvrent déjà les produits sur de courtes périodes. Il est à noter qu'il ne s'agit pas ici d'une garantie prolongée payée par le consommateur, mais d'une garantie offerte par le fabricant. Ceci inciterait ce dernier à fabriquer des produits de meilleure qualité et plus durables. Passé 10 ans, il faudrait encore être capable de faire réparer les appareils. Dans ce contexte, les pièces de rechange devraient être disponibles pour un autre 10 ans et à un prix raisonnable. Un bénéfice additionnel associé aux conditions qui précèdent serait d'amener les fabricants à produire des biens facilement réparables.

La réduction du gaspillage associée aux impossibilités actuelles de réparation des appareils électriques et électroniques constitue un véritable défi environnemental. Bien qu'il soit passé inaperçu jusqu'à date, ce problème n'en est pas moins d'une importance capitale.

POUR S'ABONNER

Un an : 30,42 \$ + taxes = **35,00 \$**
 Deux ans : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
 Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
 Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98 \$ + taxes = **260,00 \$**
 Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46 \$ + taxes = **50,00 \$**

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514 596 1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues
 Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
 514 596 1017

Vous voulez collaborer au Couac?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.

www.lecouac.org

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS I.B., Guy Boissé, François Cavallès, Claude G. Charron, Myriam Cloutier, Pierre de Bellefeuille, Bruno Dubuc, Martin Dufresne, Astrid Funambule, Claire Lapointe, Denis Lord, Eric Martin, Maxime Ouellet, Martin Petit, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Christian Vanasse, René Vautier, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Rémy, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotovcoop.org

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR Gladu distribution

Abonnement et publicité : 514 596 1017
 ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
 Imprimé au Québec

Payer l'impôt, dites-vous ?

MICHEL RIOUX

La question n'est pas ici de suggérer d'aller voir son comptable, ou le beau-frère qui en tient lieu, pour lui dire : « Écoute! Tu t'organises pour que je paye le plus d'impôt possible. C'est clair? »

Parce que, bien sûr, en toutes choses il faut savoir raison garder, le mieux étant paraît-il l'ennemi du bien.

Sans aller jusqu'à ces excès, il ne me semble pas inutile de revenir sur un sujet que d'aucuns, se croyant drôles, prennent à tout le moins à la légère. Je veux parler de l'impôt et de ces tristes amuseurs publics, genre Pierre Légaré qui se targuait devant 1 500 000 personnes scotchées à *Tout le monde en parle* de n'en point payer, ajoutant avec le front de beu qui le caractérise qu'il se privait volontairement de son droit de vote et que le travail au noir ne le rebutait pas.

N'ayant pas, comme d'autres, fait carrière dans le pipi-caca, mais ayant toujours posé en moraliste pourfendant par le rire les mœurs du temps, ce dont il ne s'est jamais privé, Légaré

Mais sur le principe que tout le monde se doit de contribuer à hauteur de ses moyens, il faut se montrer intraitable.

assume de ce fait une responsabilité plus grande. Et quand, dans la même envolée, on apprend que le monsieur a été traité pour un cancer malin dont il s'est heureusement remis, on se dit que s'il ne paie pas ses impôts, ce sont les miens et les vôtres qui lui ont assuré sa rédemption. Ça s'appelle vivre, ou plutôt survivre, aux crochets des autres.

Un médecin de mes connaissances m'assure qu'il lui en aurait coûté pas moins de 100 000 \$ au Légaré s'il avait été traité aux USA, pays où plus que partout ailleurs fleurissent les idées qu'il caresse, à savoir l'individualisme abject,



la performance individuelle au détriment de l'autre, la réussite à n'importe quel prix, le mépris de la misère du voisin. Ces travers qui ne sont en somme que la conséquence d'une pratique qui a un autre nom : le capitalisme.

Mais ce n'est pas sous ce drapeau que ces smattes disent se ranger. Ce serait par trop gênant. Ils posent plutôt à l'anarchisme, croyant de cette manière échapper, avec une certaine gloriole et à l'aide d'une steppette de côté, aux responsabilités collectives qui sont nôtres dès lors qu'on prend conscience de notre fraternité humaine et des responsabilités qu'elle entraîne en termes de solidarité.

rité.

Bien sûr, on peut arguer que l'impôt n'est pas justement réparti, que les pauvres payent la même TVQ et TPS que les riches, que ces riches ont mille moyens d'y échapper, à l'exemple de tous les Paul Martin de ce monde, et quoi encore. D'accord! Mais sur le principe que tout le monde se doit de contribuer à hauteur de ses moyens, il faut se montrer intraitable.

Il y a quelques années, ce même médecin, que j'avais trouvé un peu pâle ce jour-là, m'avait dit qu'il venait de faire un chèque de 100 000 \$ au

ministère du Revenu. Pour lui remonter le moral, je lui avais rappelé que contrairement à 43 % de la population, il avait les moyens de payer de l'impôt sur le revenu¹, qu'avec les lois fiscales en vigueur, il devait lui en rester encore davantage dans les poches et que la chose vue à partir de ma propre situation, ce serait une grande amélioration dans mes finances personnelles s'il devait m'arriver d'en payer autant...

Il y a deux ans, plusieurs milliers de Français ont signé un appel : *Pourquoi nous consentons à l'impôt*. On pouvait y lire ceci, que j'endorsse : « C'est pourquoi nous consentons à l'impôt et récusons des baisses de la fiscalité dont la contrepartie serait l'insuffisance des moyens donnés à la protection des plus pauvres, à l'éducation, à la recherche, à la santé, au logement ou encore à l'environnement. »

Le triste spectacle des inégalités érigées en système qui font carburer l'économie étasunienne, pays dégénéré où faire l'éloge de l'impôt pourrait conduire dans certaines régions à être lynché ou pendu haut et court, convainc au contraire de la nécessaire solidarité sociale, si tant est que ce n'est pas à la loi de la jungle qu'on en appelle.

¹ Si elle échappe à l'impôt sur le revenu, cette couche de nos concitoyens moins fortunés verse par contre, avec toutes les autres taxes régressives dont elle doit s'acquitter, la somme de trois milliards \$ par année à l'État.

Charest vantard

PIERRE DE BELLEFUEILLE

Monsieur le Premier ministre du Québec réclame un mandat majoritaire. Devant la crise actuelle, dit-il, il faut un gouvernement fort, qui jouit de la majorité au Parlement. À première vue, cela paraît sensé, mais à la réflexion, un gouvernement éclairé semble plus important qu'un gouvernement fort, et alors le consensus parlementaire, avec une partie de l'opposition, permet à un gouvernement minoritaire de se maintenir au pouvoir.

Ce consensus, résultat de discussions entre les groupes parlementaires, permet généralement d'améliorer le projet de loi. Ainsi, un gouvernement minoritaire peut être bien vu dans l'opinion publique. On peut donc mettre en doute la nécessité des élections du 8 décembre. Les sondages prédisant une nette victoire libérale, Jean Charest n'a pas résisté à la tentation.

Pourtant, cette décision, du point de vue libéral, comportait un risque, celui de voir le Parti québécois se défaire de son rang humiliant de deuxième parti d'opposition en devenant l'opposition officielle, ce qui le ferait sortir de sa torpeur – et relancerait les perpétuels débats entre péquistes plus ou moins purs et durs. La perspective d'un effondrement de l'Action démocratique permettait de prévoir un gouvernement libéral très majoritaire. C'était irrésistible.

Concurrence déloyale

Les ventes de somnifères ne cessent de diminuer depuis l'automne. L'Association des pharmaciens jette le blâme sur les successions de campagnes électorales.

MUSIRONIE

Ville junkie

On craint que la ville de Montréal ne fasse overdose après que le maire Tremblay a annoncé qu'il injectera 22 millions de dollars dans ses artères.

MUSIRONIE

Mauvais choix

Tentant de briser son image de bourgeoise snob, Pauline Marois demande conseil à Denise Bombardier.

MUSIRONIE

FERMETÉ

Le nouveau président de l'Assemblée nationale, François Gendron, a déclaré que sa nomination était la dernière magouille qu'il endurera des parlementaires.

MUSIRONIE

Élections Pavlov

BRUNO DUBUC

Tout le monde connaît la fameuse expérience du chien de Pavlov. À la fin du XIXe siècle, le scientifique russe a observé qu'un chien salive toujours à la vue de nourriture. Puis il a associé un son de cloche à la présentation de la nourriture et, au bout d'un moment, la cloche seule pouvait faire saliver le chien. Il a appelé ce phénomène un réflexe conditionné. À chaque fois qu'on sonne la cloche, le chien va ensuite saliver. De nouvelles connexions neuronales dans son cerveau associent maintenant le son de la cloche à la nourriture.

On a ensuite pu montrer qu'ils s'agissait là d'un phénomène très ancien, probablement à la base de tout apprentissage. Juste pour vous dire, une bestiole aussi primitive que le mollusque marin *Aplysia californica* (que j'ai eu le bonheur de côtoyer pendant les deux ans de ma maîtrise) peut subir un conditionnement classique.

Où est-ce que je veux en venir avec tout ça? Il me semble que c'est évident : à la campagne électorale, voyons!

Quand Charest martèle « L'économie d'abord, oui! » qu'est-ce sinon ancrer dans la tête du banlieusard moyen l'équation : Libéraux = économie = sérieux = plus de cash = télé, auto, maison, chalet, etc. = bonheur? Qu'est-ce sinon, pour ceux qui ont de l'argent, la possibilité d'en avoir encore plus, et pour les autres, saliver à l'idée de devenir comme les premiers? Qu'est-ce sinon une expérience de Pavlov à grande échelle?

La physiologie n'est pas la seule branche de la biologie à éclairer les comportements électoralistes. La primatologie en est une autre. L'étude de nos cousins primates est très instructive puisque la plupart vivent en sociétés hiérarchisées, comme nous. Et qu'observe-t-on lorsqu'un individu dominant convoite la même ressource que deux subordonnés? Ceux-ci vont-ils s'al-

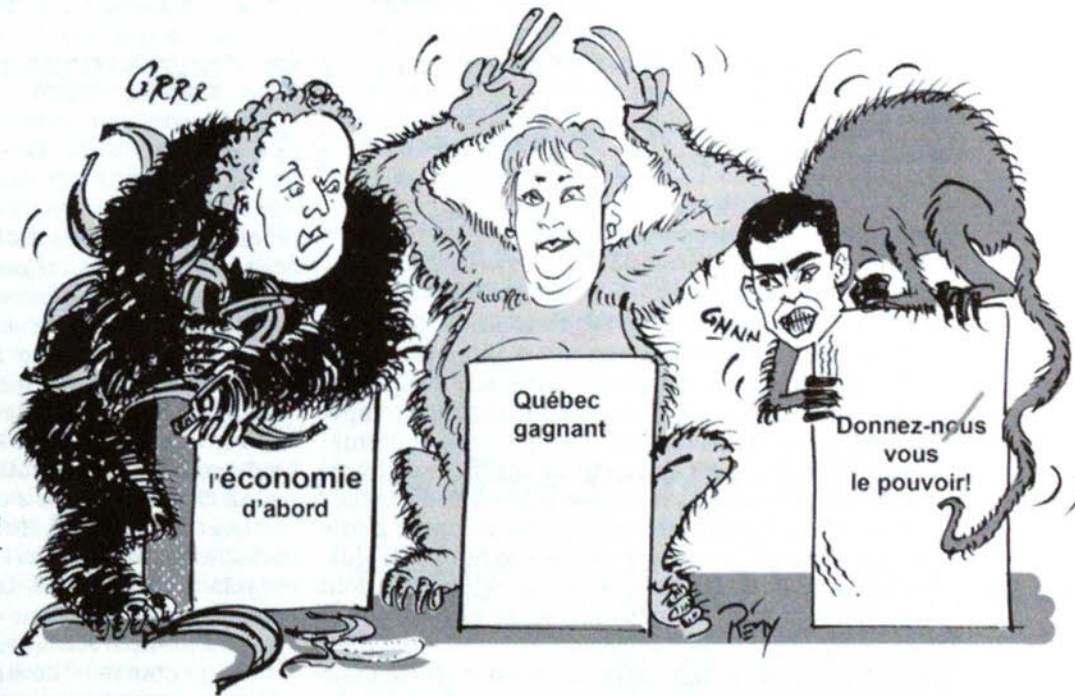
lier pour faire échec au dominant? Vont-ils scander « So-so-so, solidarité » et faire la révolution? Loin de là : la plupart du temps, un subordonné va s'associer au dominant pour déloger l'autre subordonné. *Cheap shot*, mais c'est ce qu'on observe chez les singes.

Et comme le singe n'est jamais loin dans le politicien, ceux-ci essaient de tabler sur ce réflexe primitif. Qu'est-ce que le slogan du Parti québécois « Québec gagnant » et celui de l'ADQ « Donnez-vous le pouvoir! », sinon une invitation à s'en remettre sans réfléchir à ce réflexe primitif? Qu'est-ce sinon faire du pouvoir l'outil par excellence pour avoir sa part du gâteau à soi, en faisant fi des idées plus spécifiquement humaines qui tiennent compte des plus démunis? Qu'est-ce sinon bander sur le mâle alpha?

Finalement, quoi de mieux que l'éthologie, la science du comportement animal, pour dire un mot sur le débat des chefs. Il s'agit à n'en pas douter d'un combat ritualisé comme chez bien des espèces animales. L'évolution a en effet mis au point toutes sortes d'alternatives, du chat qui fait le gros dos en se mettant de côté, pour avoir l'air plus gros, au bois des chevreuils qui impressionne l'adversaire, pour éviter les coûteuses blessures liées au véritable combat.

On le voit, tout est déjà ici affaire d'images, d'impressions. Car qu'est-ce que ce débat sur la forme du débat auquel on a assisté cette année sinon l'enjeu

LES ÉBATS DES CHEFS



fondamental quand on ne vise qu'à impressionner le cerveau reptilien de ses contemporains? Qu'est-ce que l'exclusion par le consortium des télédiffuseurs de Québec solidaire et des Verts à ce débat, cautionnée par le silence des trois « grands partis », sinon la

preuve, s'il en fallait une autre, que nous ne vivons pas dans une véritable démocratie, mais dans une ploutocratie de classe bien verrouillée pour faire échec à toutes préoccupations véritablement populaires? Qu'est-ce que toute cette mascarade, sinon un cirque indigne de l'espèce humaine?

Je ne vous dis pas pour qui je vais voter le 8. Mais j'essaierai de le faire pour des êtres humains qui s'adressent à mon cortex, la partie de notre cerveau la plus proprement humaine. Je trouve ça moins insultant pour mon intelligence. À moins que je ne rentre en ville trop tard après la fermeture des bureaux de vote. Je prévois en effet profiter de la journée pour aller marcher en montagne et observer les oiseaux. La nature a tant à nous apprendre... et les politiciens si peu.

Règlement ad-hoc

Le Parti libéral du Canada met en place de nouvelles règles pour sa course à la chefferie : dorénavant, elle sera interdite aux petits maigres à lunettes sans charme.

MUSIRONIE

Matante Andrée

La juge Andrée Ruffo a prononcé un discours lors d'un rassemblement partisan de l'ADQ. Elle a justifié sa présence en disant qu'elle est habituée de travailler avec les tout-petits.

MUSIRONIE

Dessine-moi une crise

MARTIN PETIT

Les tergiversations relatives à la crise financière mondiale actuelle laissent plusieurs personnes perplexes. Quelques observations factuelles pour mieux la comprendre.

Pour comprendre l'économie, pensons à une tarte que nous séparons entre nous. Plus les gens en veston-cravate prennent de parts, moins il en reste pour les autres. Puisque cette tarte n'est pas infinie, la richesse outrancière des uns devient donc la pauvreté des autres.

Depuis plus de 20 ans, le système financier virtuel, la bourse et tous les placements dérivés, a engouffré une part importante de cette tarte, part supposée servir l'économie réelle, détournant ainsi des sommes importantes vers la spéculation, l'économie de casino.

Depuis plusieurs années, pour garder le rythme des rendements élevés à plus de 10 %, les maîtres ont tout tenté. Les penseurs du système financiers, les valets des maîtres, ont ainsi créé toutes sortes de produits financiers risqués, des produits spéculant sur la spéculation, des inventions encore plus dingues que la bourse elle-même. Parce qu'il fallait être tout de même un peu dingue pour penser à une institution comme la bourse qui allait concentrer tant d'argent et influencer l'économie réelle au point où la

crise de la partie virtuelle de l'économie allait entraîner l'économie réelle dans son sillage. Ce n'est pas tant l'économie qui est malade mais l'idée et l'expectative de profits que certaines personnes se sont faites de cette économie.

Il n'en demeure pas moins que le système capitaliste ira, un jour ou l'autre, jusqu'au bout de ses contradictions.

Au fil des ans, l'indécence concentration de la richesse a mené où nous en sommes. Les riches possèdent de plus en plus d'argent au point de ne plus savoir trop quoi en faire, au point où ils ne trouvent plus de débouchés sûrs pour investir leurs capitaux. Ce faisant, suivant la logique de posséder toujours plus, leur argent a abouti dans des investissements et des placements de plus en plus risqués, dans des culs-de-sac financiers non rentables mettant tout le

système en péril. Combien d'hypothèques risquées ont été offertes à des ménages qui n'en avaient pas les moyens? Combien d'offres de cartes de crédit avez-vous reçues ces dernières années alors que vous étiez déjà plus qu'endettés? Des centaines de milliers de personnes vivent les mêmes réalités financières liées à la surconsommation et au surendettement. Le jour où tous ces gens ne pourront plus payer les compagnies de crédit, les banques et les autres prêteurs, il est certain que l'économie ira mal. Très mal en fait.

Tout ceci au moment même où les autres compagnies, les pétrolières entre autres, tout aussi gourmandes que les banques, ont décidé d'augmenter leur marge de profit en augmentant leurs prix. Même scénario pour la nourriture avec la « crise alimentaire » et le logement avec ses coûts faramineux et la crise qui dure depuis près de dix ans au Québec. En fait, disons-le : il semble facile de trouver un logement au Québec. En trouver un abordable tient toutefois du miracle. Dans la dynamique qui se dessine devant nous, tous les biens et services essentiels à la vie, ceux qui rendent captifs, risquent de suivre cette même logique.

Le résultat de l'augmentation du prix du pétrole était facile à prévoir, comme à peu près tout ce qu'on consomme contient directement ou indirectement du pétrole (plastique ou autres dérivés biochimiques, transport, etc.) tous les prix de tous les biens ou presque ont augmenté, y compris ceux des produits de base, ajoutant ainsi une augmentation additionnelle à celle imposée sur les denrées de base. Les conséquences immédiates sont logiques : les ménages déjà surendettés ont dû couper dans leur surconsommation, pilier du système capitaliste, pour ne garder que l'essentiel dans leur panier de consommation.

Aux Etats-Unis, à cause d'une baisse marquée du prix des maisons, certains ménages ont carrément déclaré faillite et rendu les clés de leur maison à la banque. Il faut comprendre que des propriétaires ont vu l'évaluation de leur maison chuter drastiquement. Par exemple, un ménage payant une hypothèque de 280 000 \$ sur une maison valant au départ 300 000 \$, désormais dévaluée à 200 000 \$, n'a pas du tout intérêt à poursuivre ses paiements sur un prêt de 280 000 \$. Plusieurs personnes ont donc remis leurs clés à la banque. Quelques temps après, ils ont acheté une autre maison dévaluée d'une ban-

que ayant aussi reçu les clés de leurs anciens propriétaires. Ils se retrouvent donc dans une maison comparable sauf qu'ici, la banque a dû assumer la perte entre la valeur restante du prêt et la valeur réelle de la maison à la revente. « Bien bon pour les banques » se disent certaines personnes. Erreur. Les milliards d'argent public réclamés et placés dans divers fonds pour sauver les banques provenaient des poches des gens les plus pauvres, celle et ceux qui paient réellement des impôts. Et cet argent a servi à éponger les pertes liées aux prêts risqués sans résultat concret. Parce que ce fric est remis aux banques qui ne savent pas plus qu'auparavant où l'investir actuellement, les marchés financiers demeurant incertains et l'économie réelle ne donnant plus aux bourses du monde des perspectives économiques rassurantes.

Résultat de tout ceci : l'économie de casino - la bourse -, va toujours aussi mal puisqu'elle fait converger toutes ces informations à un peu plus long terme qu'à ses habitudes. Et plus la majorité des gens vont réduire leur consommation par peur d'être victime de la crise, de perdre leur emploi, pour garder le peu d'argent qui leur reste « au cas où », plus les mises à pieds massives risquent de se multiplier. Hier, les trois grands constructeurs nord-américains de voitures se trouvaient au bord de la faillite, aujourd'hui, la Citygroup met 50 000 personnes à pied. Et plus de mises à pieds et de chômeurs veut également dire encore moins de surconsommation et, donc, la présence d'un cercle vicieux menaçant sérieusement l'économie mondiale.

Pour plusieurs raisons évidentes, il est vrai que l'on ne peut comparer les deux époques mais, en 1929, l'effondrement de la demande avait créé le même cercle vicieux. Et, actuellement, nous assistons au début d'un acte qui ressemble étrangement à tout ceci.

Dans les médias complaisants, nous entendons déjà la voix des maîtres qui nous préparent psychologiquement à faire face à la musique, à assumer le poids de leurs erreurs. Il n'en demeure pas moins que le système capitaliste ira, un jour ou l'autre, jusqu'au bout de ses contradictions. Espérons qu'autre chose naîtra de cette crise mondiale à la place des réformes proposées, de cette fuite toujours plus rapide vers l'avant et des vœux pieux que prononcent déjà les Bush, Sarkozy et autres imbéciles du genre.

PETITES ANNONCES

IMMOBILIER

Occasion d'affaire pour bricoleur tatoué : édifice fortifié légèrement endommagé à vendre à Sorel. Sent un peu le brûlé. Grande mezzanine à ciel ouvert. Veuillez contacter Killer Gaudette entre minuit et quatre heures du matin au 1-800-le-roussi.

EMPLOI

Josée Verner a changé de ministère pour maintenant occuper le poste de potiche des affaires intergouvernementales ; pour faciliter son transfert, elle conservera le même numéro de téléphone : le 1-800-commentaires.

RECHERCHÉ

Le Parti libéral recherche activement un enjeu électoral : si vous en apercevez un dans votre circonscription, veuillez contacter votre bureau de comté au 1-800-enjeux.

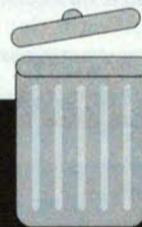
Coup d'éclat

Tentant de se rendre intéressante, la Saskatchewan refuse de revenir à l'heure normale.

MUSIRONIE

LA POUBELLE DU DEVOIR

Article d'opinion que la vénérable institution de la rue Bleury n'a pas daigné publier



Vers la post-politique

Le dépassement du clivage gauche-droite n'annonce rien qui vaille

ERIC MARTIN ET MAXIME OUELLET

Doctorants en pensée politique, Université d'Ottawa

Dans Le Devoir du 17 novembre, Antonin-Xavier Fournier se réjouit de la fin du clivage gauche-droite, reprenant largement à son compte la position de Jean-François Lisée qui publiait dernièrement un plaidoyer en faveur de la gauche efficace. Selon cette thèse, les divisions historiques gauche/droite s'estomperaient aujourd'hui au profit d'une « troisième voie » centriste, capable de concilier justice sociale et économie de marché. Selon nous, loin de représenter un progrès dans notre univers politique, cette (con) fusion idéologique participe d'un processus insidieux de dépolitisation de l'économie et d'effondrement du débat public. Loin d'être réjouissant, cela devrait plutôt nous inquiéter.

Si les mots ont encore un sens dans notre ère post-moderne/post-politique, il semble qu'il faille - avant de se questionner sur le postulat selon lequel les ter-

mes de gauche et de droite seraient obsolètes - interroger le concept largement éculé de « marché ». Quiconque invoque encore l'existence d'un soit disant « marché » à l'heure actuelle parle comme s'il avait un cadavre dans la bouche. Le petit catéchisme néolibéral nous a appris que toute volonté de réguler politiquement l'économie, tel que nous l'avait inculqué notre fausse idole sociale-démocrate, devait mener inéluctablement au totalitarisme.

La classe politique s'est agenouillée devant leurs nouveaux poncifs, Friedrich Hayek et Milton Friedman, qui leur ont enseigné les vertus de l'autorégulation du marché. Le marché, promu au rang de nouveau messie, devait venir délivrer le peuple soumis au contrôle étatique.

Or, le libre marché était mort et enterré depuis le début du 20e siècle avec l'avènement d'une économie organisée dominée par de grands oligopoles. Et, malgré toute leur bonne foi, les néolibéraux n'ont pas été en mesure de réanimer le cadavre.

La principale réussite de la dérégulation a donc été de remplacer une régulation de cet « anti-marché » en faveur des travailleurs et des industries nationales par une régulation de l'anti-marché au profit des intérêts financiers et des corporations transnationales. Anti-marché oblige, ces corporations détestent la compétition. Elles sont venues s'abreuver aux programmes d'assistance sociale confectionnés par une caste de techniciens et managers « sans idéologie » autre que la poursuite de l'efficacité, et dont le rôle est d'huiler les engrenages de l'appareil économique.

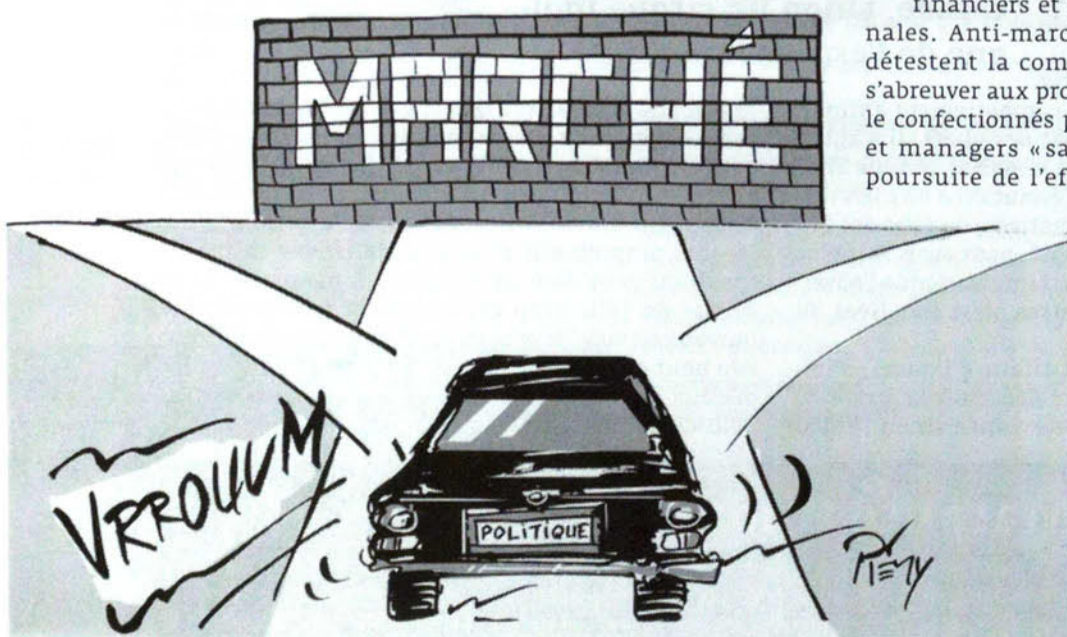
« L'économie d'abord » fût alors mise au commandement du développement des sociétés, et l'État, lui, a été appelé à se soumettre à ses injonctions. Le mantra de la « compétitivité » et de la supériorité de la gouvernance privée, répété ad nauseam par nos élites médiatico-politiques, a réussi à dégoûter de l'État social l'électorat occidental. Gavés d'infor-

mation-spectacle transmise par ces mêmes corporations, les citoyens en sont venus à intérioriser l'image d'eux-mêmes qu'on leur projetait : celle de consommateurs. Dans cette démocratie de marché, la mise en place de nouveaux modes de gestion propres au secteur privé au sein même de l'État et de la fourniture de services publics n'a donc pas fait sourciller le bon peuple pour qui les élections se résument à choisir entre des images publicitaires vides de contenu. La bureaucratie publique a ainsi été remplacée par l'élite managériale et gestionnaire, qui forme la classe politique actuelle. Il ne faut donc pas s'étonner de voir les partis politiques se ressembler de plus en plus et adopter les mêmes techniques, sans égard à leurs anciennes appartenances de « gauche » ou de droite, d'ailleurs toutes relatives. Au final, Jean-François Lisée, Alain Dubuc et Mario Dumont entretiennent à peu près la même conception de la relation entre l'économie et le politique, c'est-à-dire la subordination de la seconde à la première.

Même les conservateurs, qui disent vouloir « sauver » la famille, la loi et l'ordre, n'en ont paradoxalement que pour l'économie de (pseudo)marché dont la principale vertu est justement de détruire le lien social qu'ils espèrent défendre. Cela ne veut pas dire que la classe politique devient centriste, moins dogmatique ou plus raisonnable. Au contraire, il s'agit d'une abdication devant ce qui se présente comme la seule « réalité » économique concevable. En clair, nous assistons à un déni du politique et à un refus d'organiser l'économie à des fins communes.

Les sociétés sont ainsi plongées dans une ère « post-politique » où la dépolitisation de la régulation économique se marie à la domination de l'économisme des gestionnaires dans la sphère politique et de leur discours dans l'espace public. Cet unanimisme est potentiellement plus dangereux que les anciens clivages idéologiques, dans la mesure où cette « fin de l'agonistique » signifie également la fin du débat public entre adversaires et son potentiel remplacement par une logique d'affrontement entre ennemis. La dépolitisation des rapports sociaux et économiques propres à notre ère post-politique et sa recomposition en système de gestion et de contrôle de la population mené par des « experts », plutôt que de conduire à la dissolution des conflits sociaux, risque de mener à son contraire, soit à l'exacerbation du populisme d'extrême droite, voire au terrorisme. Le prétendu dépassement du clivage gauche-droite ne signifie donc pas la résorption des conflits, mais risque au contraire de les exacerber, en ce qu'il tend à supprimer les conditions de leur résolution symbolique, en imposant à la population une nouvelle forme de domination technico-bureaucratique de l'économie qui n'accepte plus d'être débattue.

LA TROISIÈME VOIE



Les chiffres du délire sécuritaire

I.B.

On le sait, les citoyens canadiens sont très sensibles à tout ce qui touche à leur portefeuille. Le secret entourant les certificats de sécurité, les détentions arbitraires et autres joyaux de notre justice les laissent de glace. Mais sortez des chiffres, montrez à la population le coût du délire sécuritaire et elle deviendra hystérique... euh, du moins nous l'espérons.

Voici un bref compte rendu issu d'une étude de Mike Larsen, du département de sociologie de l'Université York à Toronto.

Hassan Almrei est le dernier détenu sous certificat de sécurité à se trouver encore à la prison de Milhaven, mieux connue sous le nom de Guantanamo du nord. L'extrême dangerosité de ce seul prisonnier capable de fomenter des actions terroristes tout seul dans sa cellule justifie sans doute que l'on dépense les 2.6 millions de \$ que coûte par année cette prison spéciale.

Mohamed Harkat arrive en deuxième position dans cette course à l'absurde. Il est quant à lui détenu à son domicile. 6 agents le surveillent en permanence (868 700 \$ par année). Une auto achetée pour l'occasion (31 000 \$) est bien sûr remplie régulièrement d'essence (5000 \$). Pour aller où? Vu les restrictions de la «liberté» d'Harkat, ses *body guards* ne doivent pas faire grand kilométrage. À cette somme s'ajoutent les frais liés au bracelet électronique qu'Harkat doit porter en continu (4500 \$ par mois). Larsen ne nous dit pas à combien s'élèvent les frais d'écoute téléphonique (et la traduction qui vient avec...) ni ceux engendrés par les caméras filmant en permanence l'extérieur de la maison des Harkat.

Pour ce qui est de Mahmoud Jaballah et Mohammad Zeki Mahjoub, autres accusés sous certificats de sécurité et «libérés» avec un beau petit bracelet électronique, Larsen en est encore à compiler les montants.

Charkaoui arriverait quant à lui bon dernier au niveau des coûts avec une surveillance un peu moins délirante.

L'histoire ne dit pas combien coûte l'étude universitaire elle-même. Une étude qui serait bien sûr inutile si le gouvernement et l'ASFC n'avaient pas atteint un tel niveau d'absurdité. Une chance que les certificats de sécurité on été déclarés non constitutionnels par la Cour suprême en 2007. Et ce ne sont pas les pseudo changements été apportés à la loi en 2008 qui y ont changé quelque chose.

Un calendrier pour Adil

La Coalition Justice pour Adil Chakaoui produit cette année encore son calendrier, retraçant les événements marquants dans les luttes pour les droits des détenus sous certificats de sécurité. Le calendrier est produit pour informer mais aussi pour soutenir la campagne contre les certificats de sécurité et leur application au Canada.

Depuis six ans et demi, la Coalition lutte pour que la justice s'applique et que soient remis en liberté ceux qui sont détenus sous la loi draconienne des certificats de sécurité. Après ces années de lutte, et malgré deux victoires à la Cour suprême, ces hommes et leurs familles se trouvent à vivre sous assignation à domicile, faisant encore face à la déportation malgré les risques de torture, sans jamais avoir eu de procès ni n'avoir été accusés d'aucun crime.

Le calendrier 2009 est distribué dans de nombreux endroits à travers Montréal, dont à la librairie anarchiste l'Insoumise (2035 St-Laurent, Montréal), au coût de 15 \$. Les fonds vont entièrement à la Coalition justice pour Adil Charkaoui.

Justice pour Anas

Le 1^{er} décembre 2005, l'agent Yanick Bernier a tué Anas Bennis, un canadien d'origine marocaine de 25 ans, de deux balles fatales. Anas a été tué à l'extérieur d'une mosquée de quartier au coin de Côte-des-Neiges et Kent, près de chez lui.

La Coalition Justice pour Anas exige :
L'accès immédiat à tous les rapports, preuves et informations concernant la mort de Mahmmmed Anas Bennis pour la famille Bennis et le public ;

Une enquête publique, exhaustive et indépendante sur la mort de Mohammed Anas Bennis ;

La fin de l'impunité et de la brutalité policière.

www.justicepouranas.org

Numero Uno

Le gouvernement espagnol a annoncé l'arrestation du numéro un de l'appareil militaire de l'organisation séparatiste basque ETA, Garikoitz Aspiaz Rubina, le 17 novembre dernier. Cette arrestation faisait suite à celle du présumé numéro un de la branche politique de l'ETA, Javier Lopez Peña, le 21 mai dernier. Dénonçant ces annonces à l'allure de trophées de chasse, un membre de l'ETA qui, on se demande bien pourquoi, désire garder l'anonymat, aurait déclaré que de toute façon, le numéro un de la branche artistique, le numéro un de la branche archéologique et le numéro un de la branche agricole, eux, courent toujours. Ce dernier ferait d'ailleurs pousser d'excellentes courgettes.

Circonstances atténuantes

L'enquête sur la mort de Freddy Villanueva conclut que l'agent Lapointe a tiré quatre fois sur le jeune homme, et que seulement deux coups étaient mortels, ce qui prouve hors de tout doute qu'il n'était pas complètement mal intentionné. **MUSIRONIE**

DO IT YOURSELF

Les coûts pour le personnel de sécurité du Premier ministre canadien ont explosé ces dernières années en comparaison du temps où Jean Chrétien étranglait lui-même les militants. **MUSIRONIE**

Exigences minimales

Bernie Ecclestone accepterait de conserver le Grand Prix à Montréal en échange du sacrifice annuel d'une jeune vierge. **MUSIRONIE**

Une note positive

Les négociations avec Bernie Ecclestone pour maintenir le Grand Prix à Montréal n'ont pas complètement échoué, puisque la délégation n'a pas ramené Michael Fortier. **MUSIRONIE**

Les Yes Men frappent encore!

YVON D. RANGER

Les Yes Men (www.theyesmen.org), ce sont ces joyeux lurons qui s'appliquent depuis des années à usurper l'identité des grandes crapules de ce monde afin de les «corriger» (lire : leur faire dire ce qu'elles pensent véritablement). Le Couac vous en a déjà parlé, par exemple dans un article du numéro de juin 2006 où nous relations leur désopilante présentation dans un Ritz Carlton de Floride. Nos compères réussirent alors à susciter l'intérêt d'un public de fâcheux pour une ridicule combinaison sensée leur permettre de sauver leur peau advenant une catastrophe climatique.

Leur art «du faux qui fait réfléchir» s'est cette fois-ci concrétisé en un million d'exemplaires d'un pastiche du New York Times distribué gratuitement le 12 novembre dernier, principalement à New York et Los Angeles.

À la Une de ce «numéro spécial» post-daté du 4 juillet 2009 : rien de moins que l'annonce de la fin de la guerre en Irak et du rapatriement immédiat des troupes ! Le reste de ce numéro utopique de 14 pages n'était pas en reste avec des titres comme «Bush inculpé de haute trahison» ou «Adoption du plan national de couverture médicale».

Les publicités du faux quotidien reprenaient aussi des photos d'annonces existantes, mais avec des textes détournés à faire rêver. Le diamantaire De Beers annonçait par exemple «l'achat d'un diamant (...) aidera à modeler et entretenir une prothèse pour un Africain dont la main a été arrachée

Maman! C'est F-1-ni!

LOUISE-CAROLINE BERGERON

Pour faire suite à notre reportage de l'édition de juin 2009 où on déplorait l'existence de cette foire au moteur, et pour nous réjouir du dénouement...

Le festival du piston et de la pitoune ne sera pas de retour à Montréal en 2009. Parmi les bénéficiaires : un

peu moins de pollution dans l'air, tant les fumées que le bruit, ou de transports des compétiteurs, de leurs bolides, écurie, personnel ; et moins de cette culture beurrée épais le long du boulevard St-Laurent.

Notre suggestion : que Montréal investisse dans la prochaine édition de la Nuit de la Philosophie (www.nuitdelaphilo.com) : il est bien moins coûteux de déplacer des penseur.e.s avec leurs cerveaux, que des pilotes avec écurie et bolides.

Pour une fraction de ce que coûte, consomme ou pollue un Grand Prix, un festival de la pensée et de l'esprit, qui fera rayonner Montréal, non pas en flattant les bas instincts des touristes à moteur du monde, mais en promouvant la réflexion et la sagesse, le plaisir et l'intelligence.

Notre sympathie va aux marchands qui comptent sur cet événement pour mousser leur chiffre d'affaire annuel. Cependant, nous nous désolons que le rayonnement international de Montréal se pense encore en termes de gaspillage et de pollution, que notre économie et la prospérité de certain.e.s d'entre nous soit fondée sur la titillation d'images surannées, d'achats compulsifs et sur des dépenses en divertissements tout fondées sur une idée dépassée de la performance.

...ET IL PRONONÇA LA "FORMULE 1" MAGIQUE:



Pour remplacer le Grand Prix

DENIS LORD

Les aubergistes et les transporteurs aériens font le deuil du Grand Prix de Montréal. La raison : la perte des retombées économiques. S'il faut s'en tenir à ce seul critère, il me semble que le manque à gagner est facile à trouver.

Premièrement, il faut avouer que si la bourse du carbone était déjà opérationnelle, juste à ne pas présenter cette engance, on serait déjà gagnant ! Et ne parlons pas de pollution sonore ! Quand tu prends un cours de yoga au Parc Lafontaine et que tu entends les moteurs d'une dizaine de débiles qui tournent en rond, t'as envie d'un 10 kilos de sucre pour le mettre dans leur réservoir.

Mais bon, puisque ce sont les retombées économiques qui importent, encore que j'aie pas compris pourquoi on aurait donné 150 millions pour un événement qui n'en rapporte que 70, parlons de retombées.

Pour remplacer le Grand Prix, je propose qu'on rétablisse la peine capitale. Les condamnés seront exécutés sur le circuit Gilles Villeneuve, écrasés lors d'une course en vélo tandem de gens souffrant de surcharge pondérale. On prendrait ceux qui sont juste sur le

bord d'avoir un poids proportionnel, ça forcerait les gens à maigrir, d'où des économies en santé. Dans cette même optique, les sièges des gradins seront équipés de senseurs analysant le poids santé de son occupant. Le prix du billet sera proportionnel : trop gros, c'est plus cher; anorexique, t'as un rabais.

Deuxièmement, avec le rétablissement de la peine capitale, nous ferions l'économie des coûts prohibitifs engendrés par l'incarcération. Mais bon, qui sera condamné à mort? Dans la logique des retombées économiques, ce devrait être les gens qui coûtent le plus cher à la société. Il faudrait donc établir d'autres senseurs évaluant ce rapport coût/investissement.

Contrairement à ce qu'on peut croire, ce ne serait pas nécessairement les meurtriers qui devraient être pénalisés, mais les banquiers et certains hauts fonctionnaires. D'autres formules sont possibles. La condamnation à mort pourrait faire l'objet d'un tirage au sort parmi les assistés sociaux ou les retraités ; on pourrait même y jumeler un *reality show* dont les profits seraient versés à la caisse de l'État. Quels que soient les futurs «défuntisés», leurs restes, une fois empaillés, pourraient être vendus dans un encan.

En définitive, les retombées économiques, c'est qu'une affaire d'imagination.



dans un des violents conflits pour le contrôle du commerce des diamants».

Les auteurs de ce faux New York Times affirment avoir mis six mois à concocter leur petit bijou. «Aujourd'hui, ce monde, bien qu'encore très éloigné, est finalement possible, mais seulement si des millions d'entre nous l'exigent et forcent le gouvernement à faire son travail», déclarent-ils.

Le New York Times a, semble-t-il, plutôt bien pris la chose. Alex S. Jones, historien du Times a même déclaré : «Si vous en avez un exemplaire, gardez-le, il va devenir une pièce de collection !»

Fin de règne

Desmarais, 81 ans,
« n'a jamais créé richesse
ni emploi »

FRANÇOIS CAVAILLÈS

Sous des airs de portrait impossible car strictement documentaire, voici un essai féroce et enlevé autour d'une fortune, celle amassée par le multimilliardaire franco-ontarien Paul Desmarais dans le conglomérat Power Corporation. Comme son titre, *Derrière l'Etat Desmarais : Power*, le suggère, le nouvel ouvrage de l'essayiste Robin Philpot (auteur du polémique *Rwanda : crime, mensonge et étouffement de la vérité*, Les Intouchables, 2007) démêle entre pouvoir et finances des relations assez souvent incestueuses. « Qu'il y ait eu au Canada, et qu'il y ait encore, une

concentration dangereuse du pouvoir économique et politique, bien aveugle est celui qui dirait le contraire », établit Philpot à mi-parcours.

En fait, dès la première page du livre, on s'oriente vers un portrait à charge, poussant dans

le coin toute une famille absolument « contre la souveraineté du Québec » pour faire tomber « cet empire », mettre fin à ce règne au Québec, là où en cas d'indépendance, « les pouvoirs réunis entre les mains de Desmarais seraient alors colossaux » (cette dernière citation de Philpot provenant de *L'information-opium : une histoire politique de La Presse*, de Pierre Godin).

La recherche est fouillée (avec en exclusivité une fausse entrevue de Paul Desmarais récemment publiée honteusement dans l'hebdo français *Le Point*), l'écriture concise et engageante selon les règles du genre. Dommage que les grands quotidiens montréalais, démonstration faite de leur concentration abrutissante et malhonnête, doivent se passer d'une telle plume... Philpot sait agréablement informer, par petites touches : les composantes historiques de Power; ses « vaches à lait » basées à Winnipeg; la démarche d'acheteur et de revendeur du patrimoine collectif de Desmarais, etc. Sans compter les chapitres d'enquête financière ardue d'où émane le parfum nauséabond de la filouterie consanguine internationale. Ainsi en est-il du parallèle entre le magnat belge de la sidérurgie Albert Frère et Desmarais, tous deux prédateurs, gagnants au Monopoly mais incapables d'avoir « jamais créé richesse ni emploi », du

discours ronflant de Sarkozy décorant Desmarais à Paris et du ridicule de la vie de château transposée au XXI^e siècle...

Au jeu des citations, gloire à René Lévesque pour cette formule : chez Desmarais, il appréciait le « parfait mélange d'inhumanité et de duplicité » (à l'heure de la grève de *La Presse* en 1971-1972). Les références, nombreuses et bien choisies, s'étendent jusqu'à l'actualité récente (Obama et la perte de confiance en la finance), avec précision et justesse. Philpot commet néanmoins certaines allégations risquées, par exemple sur les degrés de droite dans la presse canadienne ou encore sur certains passages de l'histoire de France. Au fil de la diatribe, il lui arrive de nier catégoriquement toute bonne foi à Desmarais, d'imposer parfois lourdement la vision d'un pouvoir manipulateur, de romancer peut-être (Desmarais agent secret à Hawaï!... en 1967, pour convaincre le Premier ministre Daniel Johnson d'écarter l'option souverainiste), voire d'échafauder quelque théorie du complot (sur le thème du jeune Canadien français minoritaire).

Mais à travers ce travail touffu, réjouissant pour les amateurs d'essais et somme toute bien intéressant à plus d'un titre (historique, politique et économique), le lecteur peut en apprendre beaucoup (et des pas mûres...) sur un homme d'affaires au bilan étourdissant. A travers les paroles rapportées, qui n'ont rien d'humanistes, il saisit aussi un peu de l'humain, l'octogénaire qui bégaie.

Derrière l'Etat Desmarais : Power, un essai de Robin Philpot, Les Intouchables, 2008, 206 pages.

Au jeu des citations, gloire à René Lévesque pour cette formule : chez Desmarais, il appréciait le « parfait mélange d'inhumanité et de duplicité »

Pas touche à Ti-Paul

CLAUDE G. CHARRON

Mais qu'arrive-t-il donc à Radio-Canada pour que soit continuellement tamisée toute critique quant au pouvoir souverain de Paul Desmarais sur nos élus? Une chose qui se reproduit avec la parution du dernier essai de Robin Philpot : *Derrière l'Etat Desmarais : Power*.¹ Elle semble loin l'époque où notre télévision était le fer de lance d'une Révolution qu'on a qualifiée de « tranquille ».

Philpot a raconté que Paul Desmarais avait toujours son petit coin réservé au Ritz-Carleton. Et quand Robert Bourassa y venait, le patron de Power

contre les libéraux d'Ottawa, leur reprochant d'avoir abandonné le petit écran à leurs amis gauchisants.

Le passage au petit écran de Laurendeau et Trudeau, et plus tard de Lévesque, a grandement aidé à faire évoluer le Québec dans un sens tout à fait contraire aux idées maurrassiennes du biographe de Duplessis. Mais quant à l'idéologie indépendantiste en émergence : pas touche! C'est ainsi qu'en 1963, on avait enjoint Marcel Dubé de transformer en syndicaliste un personnage de téléroman qu'il avait conçu comme séparatiste.

Le Canada anglais avait apprécié le rôle de régulateur politique du haut-clergé québécois. Tout en lui gardant un certain mépris. Même situation avec Desmarais. Suite à la chute de la pratique religieuse au Québec, on accepte volontiers qu'il tienne les Québécois bien en laisse mais il reste qu'au-delà de l'Outaouais, on n'a que mépris envers le *self-made man* franco-ontarien. Et ce, même si dès son achat du journal *La Presse*, il a dit à tout venant qu'il n'engagerait jamais un éditorialiste qui soit séparatiste.

Philpot écrit : « Alors que le printemps 1968 évoque pour plusieurs une période de révolte et de liberté dans le monde entier, pour Power Corporation, il marque la première occasion où, en raison de sa taille, elle a été accusée d'être un État dans l'État et une vraie menace pour la démocratie. »³ Philpot ironise : « Jean Charest claironne que, pour faire face à la crise économique qui s'annonce, il ne faut pas avoir trois paires de mains sur le volant, mais seulement une paire. Or la paire de mains que Jean Charest veut mettre sur le volant ne sont pas les siennes,

mais celles de Paul Desmarais. »⁴

Depuis qu'il a lâché les autobus, Ti-Paul a bien en main le volant du char québécois. Et il ne l'a pas lâché depuis le virage qu'il a fait faire à Daniel Johnson en octobre 1967, peu après que de Gaulle eut lancé son célèbre cri. *La Presse* nous a alors appris que le Premier ministre était en convalescence à Hawaï sans, bien sûr, nous révéler que Desmarais l'avait rejoint. Et nous a appris que Johnson ne parlait plus d'« égalité ou indépendance » mais plutôt « de la crainte de voir s'ériger une muraille de Chine autour d'un Québec indépendant ». Desmarais n'a jamais lâché le volant depuis. Et il l'a même conservé avec un Lucien Bouchard comme PM. Parlez-en à Yves Michaud.

Mais tant Radio-Canada que Gesca devraient être sur leurs gardes. Nous sommes de plus en plus nombreux à voir le jupon dépasser, parce que tous deux nous faisant trop souvent la preuve qu'il y a entente entre eux dans le but explicite d'annihiler toute pensée indépendantiste au Québec. J'ai déjà démontré l'attitude cavalière avec laquelle Patrick Bourgeois, l'auteur de *Québec Bashing*, a été reçu à Christiane Charette.⁵

Dans le cas de Philpot, le comportement est davantage grossier. À Radio-Can, quand un essai est jugé « acceptable », l'auteur peut vivre la « garde partagée » comme aime dire Homier-Roy. Il sera reçu à son émission avant de passer chez Charette. Lui qui a peut-être déjà tout dit de son livre à Tout le monde en parle. Mais pas question d'un traitement aussi princier pour quelqu'un qui dénigre

Ti-Paul.

On a bien parlé du livre de Philpot le 22 octobre à Charette. Mais sans son auteur! Pour en discuter, c'est plutôt Michel Nadeau qui a été choisi, homme respectable qui ne semblait pas savoir que Philpot n'est pas franco-ontarien, mais bien anglo-ontarien. Et il a répété sans rire qu'à *La Presse* l'opinion anti-indépendantiste de son proprio ne se reflète qu'en page éditoriale. Au grand jamais à la une!⁶

Heureusement que le monopole Gesca ne fait pas du mur à mur. Le 17 octobre, la « radio qui parle » diffusait une entrevue de Dutrizac avec Philpot.⁷ Le 20, le *Journal de Montréal* lui consacrait deux pleines pages. Grandes failles à colmater. Corus et PKP mettent le Canada en péril. Ils ont largement contribué à ce que le dangereux livre soit déjà en réédition.

- 1 Les Intouchables, Montréal, 2008
- 2 video.google.fr/videoplay?docid=-472402956112347194, joindre la 35e minute
- 3 Page 75
- 4 lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=1173
- 5 « Sujet trop délicat! Choppez-ça », *Le Couac*, mai 2008, page 4
- 6 radio-canada.ca/radio/christiane/modele-document.asp?docnumero=66568&numero=1880
- 7 www.radioego.com/ego/listen/1189

Depuis qu'il a lâché les autobus, Ti-Paul a bien en main le volant du char québécois.

restait assis, le premier ministre se devait de lui tendre la main.² Deux décennies plus tôt, c'était nos évêques qui tendaient la main à nos chefs politiques. Pour qu'ils baissent leur anneau! Serions-nous passés de la *priest-ridden society* à la *Power Corp-ridden society*? Et avec une SRC grandement responsable de ce glissement dans les valeurs?

Pensez-vous que *Les insolences du frère Untel* auraient été un succès de librairie si André Laurendeau n'avait pas invité Jean-Paul Desbiens à son émission? En ces jours bénis, tout le p'tit monde se bousculait devant le petit écran tellement il en était obnubilé. Et le canal 10 n'existant pas, pas moyen de zapper les émissions trop sérieuses. Robert Rumilly pestait

» SUITE DE LA PAGE 8

(des accords ont été signés jusqu'à maintenant avec le Gabon, la République du Congo, le Bénin, le Sénégal et la Tunisie et des négociations sont en cours avec le Mali, notamment), fait de l'Europe d'autant plus une forteresse. Quoi que l'on dise qu'il n'y a pas de sots métiers, pour prétendre vouloir immigrer légalement en Europe, il faudra être ingénieur... ou bien carrément ingénieur.

Et si l'on ferme ainsi les portes de l'Europe, la logique du Pacte est aussi de renforcer la FRONTX, l'agence européenne chargée de la « coopération opérationnelle aux frontières extérieures », et qui est en fait un déploiement de patrouilles scrutant les eaux territoriales des pays d'où partent les bateaux de fortune. L'extériorisation des frontières, c'est l'expression policière de l'hypocrisie de l'euro-péenne version Sarkozy qui prend maintenant les formes les plus absurdes.

Puisque c'est encore Brice Hortefeux, qui dans son insistance pour l'immigration légale, a prononcé un discours le 4 novembre dernier à la réunion des responsables européens de l'immigration à Vichy (sic), soulignant que l'intégration des immigrants légaux en France passait par l'apprentissage des valeurs de la Marseillaise, car « La Marseillaise est trop souvent

entendue comme une mélodie, mais pas comme une pédagogie ». Le petit côté sanglant de l'hymne national où l'on chante « Entendez-vous dans les campagnes / Mugir ces féroces soldats? Ils viennent jusque dans vos bras / Égorger vos fils, vos compagnes » est d'une pédagogie assez douteuse... À moins qu'il ne s'agisse d'un cours 101 métaphorique sur la FRONTX et la xénophobie... Et on promet que le patriotisme mènera les immigrants légaux à l'obtention d'une carte de séjour valide pour 10 ans...

Mi-novembre, la Lybie a procédé à l'expulsion massive de plus de 400 migrants maliens, qui travaillaient en situation irrégulière et étaient en « transit », espérant traverser la Méditerranée. Retour à l'expéditeur en charter et « Welcome back to Mali ». La libre circulation des personnes, faisant partie du projet de l'Union africaine (Ua) prôné par Khadafi, est plus que remise en cause par le rôle de gendarmerie que la Lybie est tenue de jouer sous les pressions grandissantes de l'Europe. D'ailleurs, l'Union européenne lance maintenant des négociations avec ce pays, en vue d'un accord-cadre de coopération, comportant les domaines prioritaires que sont l'endigement de l'immigration illégale et le libre-échange. D'un côté, on facilite le commerce des hydrocarbures convoités; la libre circulation des biens, mais pas celle des personnes. L'équation n'est pas nou-

« L'énorme disproportion

que les richesses mettent entre les hommes est la source des plus grands maux de la société; elle mérite, par conséquent, toute l'attention de ceux qui gouvernent. Pour rendre un État heureux, le gouvernement devrait non seulement mettre obstacle à ces fortunes rapides, injustes, immenses et scandaleuses qui se font communément aux dépens du prince et de ses sujets, mais encore la législation devrait soigneusement empêcher que les richesses et les propriétés d'une nation s'accumulassent dans un petit nombre de mains. »

Paul-Henri Thiry, baron d'Holbach, *Éthocratie ou le Gouvernement fondé sur la morale*, 1776.

velle, mais elle se perfectionne.

Le dimanche à Bamako, on prend le thé en parlant du nord avec indignation et rage, et pourtant, on ne perd pas l'espoir dans les yeux...

POUR PLUS D'INFOS

L'émission de radio d'actualités alternatives sur l'Afrique, « Amandla », les mercredis à 19 h, à CKUT, 90,3 fm aracem.canalblog.com expulsesmaliens.org

Le « Triumvirus »

La Tribu du Verbe

latribuduverbe.com

Musironie

musironie.com

Le Couac

lecouac.org



3 fréquences de publication
Quotidien, hebdomadaire, mensuel
3 types de médias
Blogue, radio, journal

Un même but
Tirer sur la connerie
où qu'elle soit!

Cheminer librement

ASTRID FUNAMBULE ET RAMON VITESSE

On nous dit souvent qu'il faut chercher le compromis avec les mêmes gens qui persistent à croire à un dieu, à une vedette, à un athlète, à un politicien, à un pays, au bien-fondé d'une guerre ou même dans une marque de voiture. Pourtant, aucun compromis ne semble envisageable lorsqu'on propose d'éradiquer ce système inique qui reproduit *ad nauseam* les inégalités en les soulignant toujours avec plus de force et de vindicte... Nous sommes tellement maintenus dans l'ignorance dès la petite école, qu'on s'étonne toujours de lire des écrits anarchistes un tant soit peu contemporains et, a fortiori, venant des États-Unis que nous tendons à confondre avec ceux qui se vautrent dans le pouvoir le plus égocentrique qui soit!

Eh oui, c'est bien là la provenance des textes *D'espoir et de raison - Écrits d'une insoumise*, réunis et présentés par Normand Baillargeon et Chantal Santerre. On ne peut que saluer également la longue liste de collaborateurs qui ont mis l'épaule à la roue pour assurer l'aboutissement de ce livre éclairant à propos d'un cheminement vers la liberté et, surtout, de sa diffusion à tous et à toutes. On l'aura deviné, le toutes n'est pas inclus dans le tout puisque Voltairine attaque de front l'« esclavage de [son] sexe » et les enrobages mensongers, tel le discours de la pureté, pour plutôt proposer un amour fondé sur les saines bases de l'indépendance réciproque. Parmi les textes de De Cleyre, retenons encore cette quête et cette recherche pour la liberté qui a refusé de s'accommoder d'une faction de l'anarchisme en privilégiant une base commune par-delà les guerres de clocher.

Moins flamboyant mais tout aussi pertinente qu'Emma Goldman qu'elle croisa, Voltairine De Cleyre est fabuleuse pour l'éclairage qu'elle apporte sur la pendaison d'anarchistes présumément impliqués dans le massacre du Haymarket. Ces écrits jettent une lumière crue sur : «...ce qu'est le gouvernement, ce qu'il a toujours été, le créateur et le défenseur du privilège, l'organisateur de la répression et de la vengeance. Espérer qu'il en sera autrement est la plus vaine des illusions.». Alors qu'un sénateur offrait 1000 \$ pour faire feu sur un anarchiste, ne s'est-elle pas proposée, gratuitement, comme cible? L'insoumise ne manqua pas dans la lettre qu'elle lui adressa de rappeler : «Je suis persuadée que le monde serait un bien meilleur endroit s'il n'y avait ni rois, ni empereurs, ni présidents, ni maires, ni policiers. Je pense que ce serait tout à l'avantage de la société si, plutôt que de faire des lois, (M. le sénateur,) vous faisiez des chapeaux - ou des manteaux, ou des souliers ou quoique ce soit d'autre qui puisse être utile à quelqu'un.». Des poèmes de l'auteure ne parviennent pas à clore cet ouvrage qui, intensément, ouvre la voie à l'insoumission quotidienne et à des réflexions libertaires bien nécessaires dans la mare d'abrutissements où nous nous débattons...

De Cleyre, Voltairine. *D'espoir et de raison. Écrits d'une insoumise*, coll. Instinct de liberté, LUX, Montréal, 2008, 321 p.

Lire le sexe

MARTIN DUFRESNE

Dans *100 questions sur les femmes et la politique*, Manon Tremblay a trouvé une façon originale d'aborder dans un style factuel et polémique les enjeux du sexisme, des stéréotypes mais aussi le succès des pays nordiques à faire réellement place aux femmes dans la politique parlementaire. Les formules de parité et de représentation proportionnelle et d'autres stratégies tentées un peu partout dans le monde sont confrontées aux opinions de l'auteure et aux recherches pertinentes, citées après chaque question/réponse. Un « must », de l'auteure de *Femmes et parlements* (2005)!

Pour une vision plus grand-angle et contestataire de la mouvance des femmes d'ici, Micheline Dumont signe *Le féminisme québécois raconté à Camille*. Sa petite-fille en a relu chaque chapitre sur une période d'un an et guidé l'historienne vers une langue épurée de tout jargon pour cette introduction passionnante et particulièrement lisible, aux avancées des Québécoises depuis cent ans.

On ne fait pas d'omelette...

On dirait parfois que les sociologues contemporains marchent sur des œufs... Au moment où l'Empire bombarde les populations qu'il dit vouloir libérer et que nos policiers abattent des adolescents latinos sans sommation, pas facile de demeurer crédible à rappeler les droits des personnes, toutes les personnes. Dans *Classer, Dominer - Qui sont les « autres »?* Christine Delphy persiste et signe, poussant jusqu'à l'ironie jouissive sa critique intelligente et implacable d'une remontée du racisme qui prend prétexte d'un procès fait à l'Islam. Dans cette anthologie d'interventions courageuses depuis 10 ans, elle démasque l'imposture d'« une guerre pour les Afghanes » et souligne l'incohérence d'exclure de jeunes musulmanes des lycées français « pour leur bien ». Sensible aux intersections des oppressions de genre, de race et de classe, Delphy montre comment on est en train de créer en France une société de castes où l'immigration devient un « héritage », transmis aux générations successives et dont on blâme les parties lésées.

Dans un ouvrage plus ambitieux (et d'autant fascinant) *La France - Autopsie d'un mythe national*, Saïd Bouamama convoque Victor Hugo et Alain Finkielkraut à un dialogue imaginaire face à de jeunes émeutiers pourchassés par les CRS parisiens en novembre 2005. Il le fait pour confronter une lecture essentialiste de l'identité française, aujourd'hui utilisée pour nier les clivages de classe en diabolisant les « autres » et conforter la pire répression de « ces gens-là ». Il oppose à cette vision réactionnaire, drapée dans un faux universalisme, une notion historique et dialectique de l'identité nationale, qui nous changerait des propos de cabane à sucre de Mario Dumont. À lire pour dépasser Bouchard-Taylor.

Un anar déconstruit la virilité

Enfin, on découvrira avec intérêt dans la revue *Nouvelles questions féministes* un dossier sur le travail de Léo Thiers-Vidal, pro-féministe anarchiste lyonnais, disparu trop tôt après avoir signé une fascinante réflexion sur l'impensé de l'identité masculine, comme conscience et choix de la domination. Se basant sur des entrevues poussées, Léo parle d'une « expertise stratégique pragmatique » que met en œuvre chaque homme pour s'assurer de privilèges sur les êtres désignés femmes, c'est-à-dire Autres. On trouvera le résumé de sa recherche, inscrite dans une perspective matérialiste et anti-masculiniste, dans les numéros 27/1 et 3 de NQF.

100 questions sur les femmes et la politique, M. Tremblay, Remue-ménage, 2008.

Le féminisme québécois raconté à Camille, M. Dumont, Remue-ménage, 2008.

Classer, dominer - Qui sont les autres?, C. Delphy, La Fabrique, 2008.

La France - Autopsie d'un mythe national, S. Bouamama, Larousse, 2008.

Nouvelles questions féministes, Éditions Antipodes.

VALENTIN TARDI

AU FIL D'ARIANE (Lito) Ariane Pinel

BONS, MAUVAIS, GRANDS ET PETITS JOUEURS (Lito) Anne Roquette

Cette collection BD des Éditions Lito, généralement tournée vers le livre pour enfants, ne manque pas de culot en publiant coup sur coup deux jeunes femmes bédésistes et, de surcroît avec des publications pour le moins osées. Le premier titre au dessin rudimentaire mais efficace revisite la fameuse histoire grecque du Minotaure en insistant sur les amours de sa sœur.

Cette dernière s'entichera d'un dieu qui ne la remarque même pas pour finalement s'intéresser à Dionysos dont les ménades et les satyres ont beaucoup de plaisir... Le second titre fascine avec son dessin noir et blanc extrême et sa dizaine de contes tous liés aux jeux. Avec beaucoup d'imagination, l'auteure déploie



des histoires qui alignent jeux, enjeux et offrent des ponts avec la réalité - en la bousculant sans hésiter!

COMMANDO TORQUEMADA, 2. *Dominique, nique, nique...* (Fluide Glacial) X. Lemmens et P. Nihoul

On peut s'étonner que cette série d'humour qui ridiculise le Vatican et ses basses œuvres ne soit pas pré publiée dans le magazine de l'éditeur. En effet, voici une œuvre au graphisme ligne claire et électrisante pouvant évoquer Serge Clerc; quant au scénario poussant le bouchon à l'extrême-onction avec une bonne sœur complètement ravagée par la drogue pour séduire et, surtout convertir les troupeaux de brebis... Sœur Dominique de la génuflexion est imparable, surtout que les magouilles politiques et les manipulations habituelles truffent cet album qui atteint l'apothéose alors que le Saint père, ulcéré, tentera lui-même de trucider la sœur perdue alors que la Gaie Parade bat son plein!

AGAGUK (Romans de toujours / Adonis) d'Yves Thériault par Djian / Roy

Malgré une facture BD qui ne réinvente pas la roue, l'adaptation de ce classique québécois rend très bien les aspects psychologiques et la dureté de la vie qui sévit dans le grand Nord. La mainmise policière, alors que le meurtre d'un trafiquant blanc survient au village, autant que l'émancipation d'Iriook face à l'attitude traditionaliste d'Agaguk sont exemplaire d'une grande sensibilité à la cause des autochtones de la part du romancier. Plusieurs pages de documentation suivent la BD et, outre ce dossier, il faut signaler que ce volume démarre une collection faisant partie du projet CADMOS de l'Association pour la Sauvegarde et la Diffusion du Patrimoine Littéraire Mondial.

RAMON VITESSE

PAUL CARNELLO, *Bragging* (Urban revolutionnary)

Notre Paul poursuit sa route avec détermination et sans jamais se contenter d'une niche à succès. Il est passé par les étiquette Stand Alone, La Tribu, Indica et là, le revoilà simplement avec une autoproduction pour un projet absolument solo; lui, sa guitare, son harmonica et sa voix.

Carnello dédie cet opus à Billy Bragg qui, longtemps, a tourné seul ainsi. Un autre point commun frappant avec le britannique, son intérêt pour le communisme et son esprit de révolte contre l'ordre établi... *Sing for your life*, *Bourgeois Blues* et *Une Rose noire* - seul titre en français sur ce disque et certainement un des plus tendrement fort - sont éloquentes en ce sens. La capacité première de ce montréalais ardent, dont la verve et l'énergie sont proverbiales, reste de parvenir à faire bouillir la marmite en deux ou trois petites minutes. Définitivement noir et rouge comme la pochette également tranchante, Carnello, désormais papa (*L'amour fait boule de neige* in Vitesse), note en lieu et place du code habituel : «No barcode No bricades»!

CARACOL, *L'Arbre aux parfums* (Indica Records/ Grosse Maman)

Le moins que l'on puisse dire c'est bien que Dobacaracol aura eu le tour de savoir se faire désirer d'un public qui en aurait bien repris cent fois de ce world beat féminin. Un disque prémonitoire autoproduit et Soleyl seront les seuls vestiges de cette aventure rare. Pas la peine d'être nostalgique... Voici déjà Carole, la part Caracol de Dobacaracol, qui tourne la page allègrement délestée de ses dreads, devenus trop lourds, pour amorcer un nouveau départ. Disons qu'elle n'a pourtant pas changée tant que ça. Bien sûr, sur ce disque, il y a quelques pièces dans le registre rocksteady et d'autres présentent des chants à voix presque nue, l'ensemble s'avère plus dépouillé et les textes n'échappent pas à nommer quelques déceptions et autres avatars de la vie; sans doute pour mieux revivre! Ah oui, il y a aussi un amour nouveau pour le ukulélé qui se pointe le bout du nez... Au fil des écoutes on cherche encore la fracture annoncée dans cette suite qui évoque plutôt une nouvelle branche à une généalogie en mouvement.



Les sales draps du capital

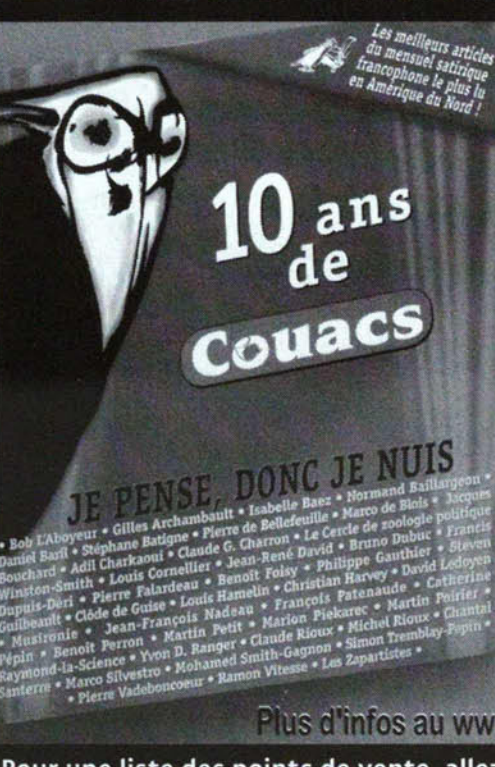
MARTIN DUFRESNE

Le centre anti-viol Vancouver Rape Relief célèbre cette semaine 35 ans de militantisme avec un audacieux programme (diffusé sur Internet) de discussions, vidéos et installations artistiques illustrant sur 50 draps la topographie du monde de la prostitution. Vancouver est en effet la principale porte d'entrée au Canada de femmes et de filles mises en marché par le système prostitutionnel d'un océan à l'autre. Le racisme y est systématiquement sexualisé, que la marchandise vienne d'Asie du Sud-Est ou de la plus proche réserve autochtone. Et c'est à Vancouver que les « pimps » réclament le plus vigoureusement la décriminalisation de leur petit commerce.

Sur le thème « Chair topographiée » (Flesh Mapping), des femmes tiennent tête à ce néo-libéralisme/impérialisme sexuel sur le site www.rapereliefshelter.bc.ca. On y entendra en direct - de 11 h à 13 h jusqu'au 10 décembre - des féministes de terrain de divers pays riverains du Pacifique et d'autres pays comme l'Inde et la Suède. L'événement implique également les collectifs WACK! Art et Feminist Revolution... et ça brasse la cage!

À Montréal, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) sera reliée à l'événement *Chair topographiée* mardi le 4 décembre, de 17 h 30 à 20 h au 1212 Panet, salle 240 (métro Beaudry). Entrée libre.

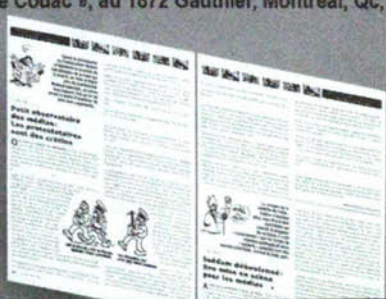
LE CADEAU DE NOWEL IDÉAL!



10 ans de Couacs, c'est plus d'une quarantaine d'auteurs ayant publié en nos pages durant la dernière décennie. Des auteurs dont les textes donnent à penser et, considérant le monde dans lequel on vit, à nuire...

Commandez dès maintenant votre exemplaire en nous envoyant un chèque de 28 \$ (25 \$ + 3 \$ de frais d'envoi) à l'ordre de « Le Couac », au 1872 Gauthier, Montréal, Qc, H2K 1A3.

Et n'oubliez pas d'indiquer votre adresse postale de retour!



Plus d'infos au www.lecouac.org

Pour une liste des points de vente, allez au www.lecouac.org/points_vente.html

Afrique, le libre-service de l'Occident

RENÉ VAUTIER

L'Afrique, continent « oublié », en marge de la « mondialisation » ? Au contraire, l'Afrique est intégrée depuis bien longtemps à l'économie mondiale. En proie à un pillage incessant depuis des siècles, l'Afrique a subi les contre-coups des réorganisations de l'échiquier géopolitique et des variations dans la consommation à l'échelle internationale. Dans la nouvelle donne, le Canada s'est taillé la part du lion.

Rappelons-nous que les prodigieuses ressources humaines et naturelles du continent africain ont d'abord motivé le commerce triangulaire. Elles ont par la suite amené les puissances coloniales, dont l'industrialisation était galopante, à se diviser le gâteau africain lors de la conférence de Berlin en 1885, afin d'organiser le pillage des richesses minières, pétrolières, forestières et agricoles du continent. Plus près de nous, dans l'Afrique à papa, « décolonisée », les français s'appuyaient sur leurs réseaux politico-mafieux, la fameuse *Françafrique*, pour pomper le pétrole indispensable à son indépendance énergétique. Le « pré-carré » francophone et la présence militaire française arrangeait bien Washington, car il l'aidait à endiguer l'avancée communiste sur le continent, et à protéger les accès étatsuniens au pétrole et minerais stratégiques. Même si les dictatures n'ont pas disparu – témoins les oligar-

ques du pétrole Obiang en Guinée-Équatoriale, activement soutenus par les EU, ou encore Deby au Tchad et Bongo au Gabon, appuyés indéfectiblement par la France-, les stratégies de prédatations évoluent avec le temps. Aujourd'hui toutes-puissantes, les multinationales instrumentalisent les organismes multilatéraux, les États et d'autres formes d'organisations sociales pour maximiser leurs bénéfices.

Un chapelet de pays africains très endettés a été « démocratisé » au cours des deux dernières décennies. Ces « démocraties » ont dû se plier aux exigences des Institutions Financières Internationales (IFI) en démantelant leurs services publics et en instituant des cadres légaux taillés sur mesure (sans contraintes fiscales, en matière d'environnement ou de conditions des salariés) pour les investisseurs étrangers. Le but reste toujours identique : organiser les économies africaines pour que le pompage des matières premières soit le plus efficace possible. En sus de l'arrivée du progrès à l'occidentale, on invite désormais l'Afrique à « s'insérer », « enfin », dans l'économie mondiale, en faisant toujours comme si les acteurs africains luttent à armes égales contre des acteurs économiques occidentaux, par ailleurs largement avantagés par des logiques de dumping.

D'autres pays africains ont été, ou sont, en proie à des guerres civiles larvées. La presse, souvent pilotée par les mêmes multinationales qui pillent sans relâche l'Afrique, berce un occident enfoncé dans ses préjugés racistes avec la fable du « conflit ethnique ».

Bien au contraire, les guerres qu'ont connues le Sierra Leone, l'Angola ou encore aujourd'hui le Soudan et la RDC sont à concevoir comme des guerres que se livrent des acteurs économiques occidentaux pour le contrôle des matières premières. Ces conflits, souvent financés par des puissances du nord, profitent notamment à des entrepreneurs financiero-militaires oeuvrant au sein de nébuleuses où mercenaires côtoient ingénieurs miniers. Des entrepreneurs qui se vantent de pouvoir exploiter des gisements dans des régions à feu et à sang. Heritage Oil, une compagnie canadienne dont le pdg est l'ancien mercenaire Tony Buckingham, possède des droits sur des conces-

sions pétrolières à la frontière de la RDC et l'Ouganda.

Les populations africaines subissent directement les conséquences des pillages légalisés et criminels. Comme au temps de la colonie, les horreurs sont innombrables : accaparement de terres arables, des ressources énergétiques et hydrauliques par l'industrie minière, pollution aux abords des sites miniers et pétroliers entraînant des malformations congénitales, déplacements massifs de populations fuyant les combats et la terreur, enfants-soldats, civils martyrisés, viols utilisés comme arme de guerre, massacres à grande échelle,...

Au nord, la demande pour les matières premières ne faiblit pas, tirée par une consommation frénétique (gadgets électroniques, industries aéronautique et automobile, armement), par les crises économiques qui incitent à se replier sur les valeurs refuges telles l'or ou le diamant, ou encore par l'intérêt accru pour l'uranium avec la reconnaissance de l'implication humaine dans le réchauffement global.

Les multinationales canadiennes ne sont pas en reste. Longtemps privé d'une part dans le gâteau africain, le Canada s'impose aujourd'hui comme un relais de premier plan, voire même un paradis judiciaire pour des sociétés privées actives en Afrique. Dans le seul domaine minier, Barrick Gold, Kinross, Banro, Lundin mining, IamGold, Anvil Mining et First Quantum Minerals, qui a récemment racheté l'obscur Adastra (ex AMFI), ont clairement une responsabilité dans les misères subies actuellement par des peuples africains. Le livre *Noir Canada* dénonce l'existence d'un système proprement canadien d'exploitation des ressources africaines, via la Bourse de Toronto et le soutien multiforme qu'Ottawa prodigue à ses sociétés, le tout, bien sûr, avec l'argent des contribuables. Mais ces puissants acteurs ne pouvaient laisser le public s'informer librement sur ce que ces sociétés accomplissent en leur nom. L'ouvrage est victime aujourd'hui d'une forme moderne de censure, digne d'un état totalitaire, par l'instrumentalisation de la justice, soit le recours à la poursuite-baïllon.

Une prise de conscience est urgente. Les deniers publics ou les placements personnels des canadiens sont utilisés pour financer des industries qui se rendent coupables de meurtres, corrompent, emploient des mercenaires pour protéger leurs concessions mal acquises, déstabilisent des régimes, ou financent des seigneurs de guerres... Les canadiens devront à un moment donné faire face aux crimes qu'ils légitiment par leur ignorance.

POUR PLUS D'INFO sur la campagne de soutien à *Noir Canada*, voir au slapp.ecosociete.org



Dimanche à Bamako

MYRIAM CLOUTIER

Qui a fait un stage auprès de radios communautaires au Mali l'année dernière

Le dimanche après-midi, dans le quartier Magnambougou, le soleil est fondant et le thermomètre explose en Celsius. Trois Camerounais prennent le thé, en attendant les clients à côté d'une petite cabine bleue, qui sert de salon de coiffure improvisé à même la rue. Le salon de coiffure « de l'espoir dans les yeux » est l'activité de l'attente, un métier appris sur le tas, une solution temporaire. Enfin, ce que l'on fait

en revenant d'une tentative échouée d'émigration vers le nord et une source de revenus minimale pour subvenir au quotidien en attendant peut-être de repartir. Retraverser le désert. Le Mali est le pays qui accueille ceux qui ont vu les écueils des rêves d'émigration. Ceux qui se sont fait intercepter en sautant par-dessus les barbelés et les grillages de Melilla ou Ceuta, enclaves espagnoles au nord du Maroc. Les braves sans chance : des centaines de refoulés provenant pour la plupart d'Afrique centrale. Ceux que j'ai rencontrés, regroupés au sein de l'association ARACEM ont le courage de ne pas se taire et de ne pas laisser faire.

Mais, c'est difficile de parler de la route. Les silences jalonnent la conversation et les regards sont fuyants. Le récit de Gérard, c'est une histoire d'aller-retour : départ du Cameroun, ensuite boulots de subsistance au Nigeria, au Niger et en Lybie. Puis, des rafles massives sont pratiquées en Lybie, ce qui pousse à la clandestinité et à une marche de deux semaines dans le désert destination l'Algérie.

Difficile pour un Africain sans papiers de trouver du travail en Algérie. Alors, « je me trouve à Gorogo, là où il y a tous les Noirs, un coin de forêt à côté de la barrière de Melilla. Je traverse la barrière avec une échelle. Là, la *Guardia civil* espagnole nous attrape, nous tabasse. Puis, on nous retourne en Algérie et on descend de Wilaya en Wiyala. De cellule de refoulement en cellule de refoulement. On attend, car il faut qu'ils attrapent en ville au moins une bonne dizaine de sans-papiers avant qu'on redescende vers une autre cellule. Finalement, nous sommes arrivés à Tamanrasset, où tous les refoulés convergent. On nous parque dans de grands camions avec environ 100 autres personnes et on en a pour 2 jours de voyage vers la frontière du Mali. D'Oran à Tamanrasset, le refoulement dure un mois et demi ».

Or, depuis la présidence française du Conseil de l'Union européenne, qui a débuté le 1er juillet 2008, la priorité est l'harmonisation des règles visant un durcissement de la politique migratoire de l'Europe. En effet, pour la

France, il était urgent de faire adopter le « Pacte européen sur l'immigration et l'asile » ; ce qui a été fait, le 16 octobre, lors du sommet de Bruxelles.

Ce Pacte s'articule autour de trois axes : 1) organiser l'immigration légale et favoriser l'intégration ; 2) lutter contre l'immigration irrégulière ; et 3) renforcer le contrôle des frontières.

Ce Pacte est en fait la continuité de la ligne dure de Sarkozy à l'époque où il était ministre de l'Intérieur. L'immigration légale en Europe n'est autre qu'une « immigration choisie », où l'entrée est conditionnée et permise pour les candidats à l'immigration exerçant certains métiers prioritaires, tirés d'une liste servant aux besoins en main-d'oeuvre de l'Europe... Déjà, lors de ses tournées africaines, on a vu Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire (!), agir tel un pompier qui allume des feux. Car la promotion insistante pour la conclusion d'accords de gestion concertée des flux migratoires et de codéveloppement

SUITE À LA PAGE 6 >>

« Nous, nous ne voulons pas passer notre vie en Europe, on veut juste la possibilité de travailler un an ou deux et revenir au pays. Bref, comme les Blancs des ONGs qui viennent travailler en Afrique. »

Roméo, de l'Aracem

Veux-tu « cousiner » avec moi ?

CLAIRE LAPOINTE, DITE DJÉNÉBA TOURÉ

Il existe une Afrique différente de l'image que nous en présentent les médias occidentaux : catastrophes, guerres, famines, et j'en passe. L'Afrique étant un immense continent, « multiple » aux plans géographique, culturel et politique. Je parlerai plus spécifiquement du Mali, où j'ai eu le bonheur de séjourner pendant deux ans, à titre de coopérante volontaire. Je vivais dans un quartier populaire de Bamako, empruntant les transports en commun, fréquentant les petits marchés, travaillant avec des femmes et des hommes – de la société civile – hors du commun.

Le Mali, comme d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, possède une culture millénaire d'une richesse incroyable. Le « cousinage à plaisanterie » constitue l'un de ces trésors. Leurs ancêtres ont mis au point cette « parenté » afin d'éviter que les différences ethniques ne dégénèrent en conflits insurmontables. Au Mali, une dizaine d'ethnies coexistent paisiblement, parmi lesquelles on compte les Bambaras, les Peuhls, les Songhaïs, les Dogons, les Touaregs, les Sarakolés.

Je ne suis pas anthropologue. Ce témoignage se fonde sur mes observations et sur de nombreux échanges avec mes « cousins » maliens. Cette société repose sur le NOUS, à l'opposé du JE. Elle est donc inclusive, y compris avec les toubabous (Blancs). La grande famille en est l'assise : les grands-parents, les parents,

les enfants, et souvent les cousins, vivent ensemble et se doivent assistance. Les ancêtres ont élargi ce concept aux ethnies, aux clans et aux castes.

Au lieu de nier les différences, on les souligne, on les grossit même, grâce à la plaisanterie. Elle est codifiée par des jeux de rôles qui permettent de soulager les tensions qui surgissent à l'occasion. Il m'est arrivé d'être témoin d'altercations sur la voie publique. Dans les secondes qui suivent, un attroupement se forme. « Qui es-tu ? » « Ousmane DIARRA » « Et toi ? » « Alassane TRAORÉ ». En se nommant, ils prennent conscience qu'ils sont « cousins ». Ils commencent à s'abreuver d'insultes plus corsées les unes que les autres. Comme au théâtre. Habituellement, ça finit par une rigolade généralisée. Agressivité évacuée. On peut passer à un règlement à l'amiable.

Le cousinage à plaisanterie se pratique entre ethnies, comme les Dogons et les Bozos par exemple, mais aussi entre familles d'une même ethnie. Au Mali, mon patronyme est TOURÉ. Je travaillais étroitement avec un MAÏGA. Les deux familles sont Songhaïs. Chacun de nous prétendait être le maître de l'autre. « Salut, mon captif (ou ma captive). Fais ceci ou cela. N'oublie pas que tu es mon esclave ».

Un DOUCOURÉ m'a raconté l'anecdote suivante. Un jour, il se rend au bureau d'une ministre dont le patronyme est SYLLA. Tous deux sont Sarakolés mais, historiquement, les DOUCOURÉ sont des nobles. Devant une salle d'attente comble, avec une assurance tranquille, il s'adresse à la réceptionniste : « Dites à la

« Le cousinage est un véritable garde-fou contre les différends sociaux, le mépris des autres. Il assure la solidarité, la confiance, l'humilité, la retenue et surtout le respect et la paix. Il tempère l'orgueil et la démesure dans les comportements ou dans les décisions. C'est un vrai antidote contre la violence. Il ignore le statut social, la richesse de l'individu. Il n'y a rien que les cousins à plaisanterie ne peuvent se dire »

Fatoumata Haïdara, journaliste

ministre que son père est ici et qu'elle n'a pas intérêt à me faire attendre ». La réceptionniste, interloquée, lui demande de s'asseoir et de patienter. « Non. Vous lui dites que son père est ici et qu'elle doit me recevoir ». La réceptionniste finit par céder. Intriguée, la ministre entrouvre sa porte pour voir à quel hurluberlu elle a affaire. Entrant d'office dans son bureau, il l'apostrophe : « Je suis ton père et je dois te voir maintenant ». La ministre, excédée, lui demande de sortir. « Je suis un DOUCOURÉ ». Elle éclate de rire et l'invite à s'asseoir. À la fin de l'entretien, elle lui dit : « C'est un des charmes du Mali. Nulle part au monde, tu ne pourrais agir de la sorte avec une ministre ». Bien que plus jeune et socialement « inférieur », il pouvait prétendre être le « père » de la ministre, et la ministre accueillait cette « paternité ».